



Création d'un diplôme

Composante porteuse :

Faculté de sciences économiques et de gestion
&
Faculté de Droit Julie Victoire d'Aubié

Intitulé du diplôme :

DU « LL.M-MBA Management stratégique des risques et Droit des affaires »

Date prévisionnelle d'ouverture de la formation :

9 janvier 2023

Circuit validation :

Date de passage en conseil de composante et avis :

6 janvier 2022
3 mai 2022 Droit/ 6 mai 2022 SEG à l'unanimité pour les 2
composantes

Dossier à rendre au SCFC 1 mois avant la CFVU
(Visé par DAF/DRH et DFVE)

Dossier accompagné par le SCFC, la
DAF & VP

Date du passage en CFVU :

17 juin 2022 (à rendre le 10 juin)

Date du vote en CA :

Nom du Responsable pédagogique de la formation :

François Barrière et Martine Séville

Qualité :

Professeurs des Universités

Téléphone :

Seville : 06 48 67 83 40
Barrière : 06 89 30 90 60

E-mail :

Martine.Seville@univ-lyon2.fr
Francois.barriere@univ-lyon2.fr

Nom du RAF :

Alexandra Clauzel & Éva Kerharo

Composante assurant la responsabilité de la formation et la responsabilité administrative (inscription des étudiants, conventions ou contrats de formation, etc...) :

Faculté de sciences économiques et de gestion

Volet 1 : Etude d'opportunité

1. Origine du projet :

Genèse du projet en lien avec les besoins des milieux socio-economiques :

La raison d'être de cette nouvelle formation : besoins nouveaux des institutions, des entreprises, des branches professionnelles ?

Contexte d'émergence : changement de cadre réglementaire ? une stratégie politique ? un évènement, secteur émergent scientifiquement, professionnalisation des acteurs d'une branche, nouveaux métiers sur un territoire... ?

De nouveaux métiers émergent sur le marché du travail tels les métiers de « Directeur de la performance (*Chief Performance Officer*), de « Responsable de la conformité » (*Compliance Officer*) ou de gestionnaire de risques d'entreprise (*Enterprise risk manager*). Ces métiers ne sont plus uniquement concernés par la seule performance financière ou par les seuls risques financiers d'une entreprise mais également par d'autres formes de risques et de performances (risques d'entreprise tels le risque réputationnel, le risque stratégique, le risque d'irresponsabilité sociale et sociétale, le risque de non réalisation de la mission pour les entreprises à mission). En outre, les directeurs administratifs et financiers et les juristes d'entreprise voient leur rôle dans les entreprises changer et devenir plus stratégique auprès de la direction générale. Ils sont désormais parties prenantes des décisions stratégiques.

De surcroît, **les avocats d'affaires ont de plus en plus besoin d'avoir une approche transversale de leurs dossiers, notamment en maîtrisant et en comprenant les aspects risques pour leurs clients entreprises** (l'avocat d'affaires est souvent un prestataire extérieur ayant potentiellement un rôle en partie comparable à un juriste interne à l'entreprise, les deux ayant pour « client » le directeur financier ou le directeur général de l'entreprise, outre le directeur juridique). **Les cabinets d'avocats exigent fréquemment que les étudiants qu'ils reçoivent en stage ou qu'ils prennent comme collaborateurs aient une « double formation », - faculté de droit complétée par un diplômé d'école de commerce ou un LL.M -** notamment afin d'avoir un complément « gestion » à leurs études purement juridiques (en conséquence, beaucoup d'étudiants en droit poursuivent leurs études hors université en école de commerce/de management, soit en programme grande école, soit en mastère) (voir les offres d'emploi données comme exemples dans la suite du document).

Dès lors, il devient crucial que des formations, dépassant les approches disciplinaires traditionnelles qui privilégient des études en « *silo* » de la gestion des risques, proposent **d'articuler, dans un même enseignement et de manière étroite, trois grands types de compétences - management stratégique** (alliant stratégie, finance et ressources humaines), **gestion globale des risques (*Enterprise Risk Management*) et droit des affaires.** Or, **il n'existe pas ou peu de formations de ce type** proposant un accompagnement et une spécialisation sur la manière de combiner ces différents types de compétences en « situation professionnelle ».

Proposer une formation qui articule « Management stratégique des risques » et « Droit des affaires » devrait dès lors permettre aux acteurs de l'entreprise (élèves avocats spécialisés en droit des affaires, actuels DAF ou gestionnaires des risques ou juristes d'entreprise) et à nos étudiants issus des deux masters « Management Stratégique » et « Droit des affaires » de compléter leur formation grâce à des enseignements proposés tant par des enseignants-chercheurs que des intervenants extérieurs, mais également par de nombreuses mises en situation inspirées de cas réels, nécessitant la combinaison de ces différentes compétences.

Le DU portera le titre de « **LL.M-MBA ...** » : **ces acronymes sont parfaitement connus du public cible et des professionnels recruteurs potentiels**. La combinaison des deux permettra de mettre en avant l'originalité de la formation « droit et gestion », le terme LL.M étant usité en droit, celui de MBA en gestion. Il s'agit bien d'un DU, mais dont le titre indiquera immédiatement l'originalité de la formation : tant du droit que de la gestion.

- **Le LL.M est un acronyme latin : « Legum Magister »** et est utilisé de longue date par les facultés de droit anglo-saxonnes qui délivrent des « LL.M » en droit, notamment au bénéfice des étudiants étrangers ayant déjà validé leur parcours en droit dans leur pays d'origine (ainsi, beaucoup d'étudiants de droit en France vont, une fois leur master 2 en droit validé, faire un LL.M aux Etats-Unis ou en Angleterre). En outre, la terminologie « LL.M » est utilisée en France par divers diplômes de droit. Par exemple, à l'université Paris 2 ouvre à la rentrée prochaine le DU « LL.M de droit bancaire et financier », qui se veut un DU ouvert à des étudiants déjà diplômés d'un master 2, en quelque sorte il sera un « M3 » dans un positionnement similaire en terme de niveau d'études à celui du diplôme que nous envisageons. Cette même université offre également un « LL.M droit international des affaires », un « LL.M in European Law » (en langue anglaise), ou encore un « LL.M droit français, européen et international des affaires » - lesquels sont tous des DU - ; de même, la faculté de droit de l'UPEC délivre un DU « LL.M contentieux international des affaires », etc. Les Grandes Ecoles de Commerce font de même et délivrent des diplômes (alliant droit et gestion) avec l'acronyme LL.M dans leur titre (ex : HEC, ESSEC, EDHEC, etc., cf. annexe 1 en dernière page).

- **Le titre MBA est connu** : master of business administration. Historiquement, cet acronyme était utilisé par les Grandes Ecoles de commerce qui mettaient en avant un MBA accrédité par une instance spécifique. Toutefois, le MBA n'a pas à être accrédité pour être utilisé. Ainsi, par exemple, l'université Paris-Panthéon-Assas délivre un DU intitulé « MBA droit des affaires et management », **lequel n'est accrédité par aucune instance particulière**. Des écoles privées délivrent également des « MBA de droit des affaires » (cf. annexe 1 en dernière page). Il convient en outre de distinguer le MBA qui correspond souvent à un diplôme de cursus d'étudiants initiaux (ex : après deux années de classes préparatoires, l'étudiants qui entre à l'ESSEC programme Grande Ecole en sortira avec un MBA de l'ESSEC), de ceux ouverts à des professionnels ayant de nombreuses années d'activité (lesquels optent pour un Executive MBA qui se distingue du MBA classique, notamment car il s'agit souvent de formules à temps partiel en parallèle de l'emploi de la personne). **Le DU qui est proposé à l'Université Lyon 2 ne relève ni d'un MBA exécutif (réservé à des professionnels ayant déjà plusieurs années d'expérience), ni d'un MBA accrédité par une instance spécifique.**

Cette formation relève ainsi du répertoire spécifique des compétences suivant :

Compétences visées en fin de formation	Code des fiches ROME les plus proches
Approche stratégique du risque et de la performance (i.e métiers du Conseil en organisation et management d'entreprise, de directeur de la performance ou <i>Chief Performance Officer</i>)	M1402 H1206
Maitrise du droit des affaires et des conditions de son application dans le cadre de la gestion des risques et d'une performance globale (i.e métiers de Conseiller juridique, Responsable des contrats, Conseiller ou responsable en fusion/acquisition ; Gestionnaire de risques financiers)	K1903 M1201
Expertise en conformité (i.e métiers de chargé de la conformité ou <i>compliance officer</i> , directeur de la conformité, expert en conformité)	M1201 M1205
Gestion globale des risques- Enterprise risk management (i.e métiers d'Analyste et ingénierie financière, de Direction administrative et financière, d'Auditeur)	M1201 M1202 M1205

Compétences professionnelles attendues en fin de parcours de formation ? (5 ou 6)

A la fin de cette formation, le diplômé saura :

Compétences 1 :	Comprendre les enjeux et contraintes de la direction et pilotage des entreprises et les responsabilités associées
Compétences 2 :	Cartographier et hiérarchiser les risques encourus par l'entreprise et mettre en œuvre les dispositifs pour les gérer
Compétences 3 :	Mobiliser le droit des affaires pour anticiper, mitiger et gérer les risques, appréhender le rôle que doit tenir le droit des affaires dans la stratégie de l'entreprise et adapter la réponse juridique aux risques de l'entreprise
Compétences 4 :	Combiner les compétences précédentes en management stratégique, gestion globale des risques et droit des affaires dans des situations professionnelles variées
Compétences 5 :	Connaître les différents dispositifs de prévention et gestion des risques (prévention, conformité, externalisation ou réparation) et savoir les mobiliser dans le cadre d'un projet collectif

Une équipe pédagogique étoffée, constituée d'enseignants-chercheurs et d'intervenants professionnels en prise directe avec ces nouveaux métiers et ces nouvelles compétences, soutiendra ce DU.

A ce jour, ont manifesté leur intérêt pour enseigner de nombreux professionnels de premier plan, confirmant la place que pourrait occuper cette formation.

Cabinets d'avocats

Corporate/M&A/Financement

Louise Marie Guillet – GATE

Eric Loubet, Latham & Watkins

Olivier Deren, associé de Paul Hastings

Etienne Mathey, associé de Paul Hastings

Frédéric Maury, associé de Dolidon Partners

Patrick Loiseau Mayer Brown (corporate)

Arash Attar associé de Skadden – acquisitions

Pierre Minor, ancien directeur juridique du Groupe Crédit Agricole

Restructurations

Eugénie Amri (Bredin Prat)

Clémence Droz Hogan Lovells (restructuring)

Contentieux/MARD/Sanctions

Gregory Vianesi Skadden – sanctions internationales

Wenceslas Le Chevalier Darrois – MARD

Hippolye Marquetty (associé d'Allen Overy) - séminaire (risque pénal ou droit de la compliance

Daniel Kadar associé de Reed Smith - conformité comme en data ou en litiges

Contrats

Jean-Florent Mandelbaum – associé de Bredin Prat (management package : enjeux et risques)
Mayeul Fournier Delsol – contrats
Charles du Couedic – administrateur de sociétés

Données personnelles

Jérôme Deroulez – Deroulez – RGPD
Nicholas Cullen Altij – RGPD ainsi que son associé

Entreprises

Gouvernance, stratégie, restructurations
Sébastien Meaux, Mobilis Family Office/Mobilis Banque - conformité
François Funck Bretano directeur juridique Lazard - corporate
Lubana Abdou, directrice conformité, risques et audit, Adisseo - conformité
Lydie Boussard, directrice juridique, EuroDisney – conformité/RGPD
Kamal Bouaouda – Eurodisney – contrats
Nicolas Pollini, directeur des achats Southern Europe chez Atos
Michel Pinteaux : CEO et serial entrepreneur, ayant réalisé plusieurs Fusions et Acquisitions
Institut Français de Gouvernance (PY Gomez et P Wirtz)

Ministère

Emmanuel Susset, adjoint au plan de sortie de crise, Ministère de l'économie – risques financiers
Carole Ropars, Cheffe de la mission du contrôle de gestion chez Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance

Banque Publique d'investissement (BPI)

Véronique Barjon

2. Positionnement de cette formation :

Positionnement de la formation au sein de l'offre globale de l'université LYON 2 :

Comment cette formation se positionne-t-elle au niveau de la composante et de l'offre de l'Université Lyon 2 ? Lien avec la stratégie de formation de l'établissement ? S'intègre-t-elle dans une logique de filière ? Quelles sont les formations connexes au sein de l'établissement ? licences, master, DU ?

Cette formation a **pour originalité d'être à l'intersection de deux composantes**, la faculté de Droit et la faculté de sciences économiques et de gestion de Lyon 2. **Elle se veut transversale et pluridisciplinaire.**

Elle est positionnée comme un « M3 » ou « mastère » ou « post-master 2 » (à noter que le LLM de droit bancaire et financier de l'univ. Paris 2 Assas se positionne également comme un « M3 », post M2 ; de même que la plupart des « mastères » d'école de commerce – souvent intitulés « LLM » - dont ceux alliant droit et gestion).

Elle s'adresse prioritairement à **un public en formation continue** (élèves avocats notamment – dans le cadre de leur PPI de 6 mois -, actuels Directeurs administratifs et financiers, actuels contrôleurs internes ou gestionnaires de risques) et aux étudiants ayant obtenu un master ou leur premier semestre de leur master (relevant notamment de la mention Droit des affaires ou de la mention Management stratégique). Il s'agit pour ces deux publics d'étudiants de se spécialiser en complétant leur parcours professionnel ou universitaire **par des compétences très spécifiques, uniques sur le plan régional et originales sur le plan national**, celles d'appréhender de manière stratégique et globale les risques d'une entreprise en mobilisant les différents dispositifs offerts par le droit des affaires.

Plus-value de ce diplôme :

Quelles sont les autres diplômes en concurrence sur le territoire : local, régional, national ?

Comment votre diplôme se démarque-t-il des autres propositions recensées ? Contenu scientifique, pédagogique, compétences développées, public cible, modalités / rythme/ durée, mixité des publics ...

Le diplôme d'une université le plus en concurrence avec la formation proposée est le de Paris II Assas « Droit des affaires et management », un diplôme de master 2 en alternance, couplé à un DU intitulé « MBA ». Celui-ci comporte toutefois une forte dimension « Ressources humaines » qui ne constituera qu'une des dimensions du DU proposé et semble moins centré sur la gestion des risques que ce dernier. Les autres diplômes d'universités qui pourraient sembler proches, ne proposent pas de réelle articulation entre droit des affaires et management stratégique des risques ou ne traitent souvent que de la dimension financière des risques.

La spécificité de ce diplôme **est de proposer de développer des compétences nouvelles** articulant de manière étroite, dans la gestion des risques de l'entreprise, deux disciplines - droit des affaires et management stratégique, jusqu'alors souvent juxtaposées - et donc deux grands champs (gestion et droit) qui doivent travailler ensemble désormais, tandis que les formations jusqu'alors proposées sont davantage centrées sur une articulation «Droit et Economie ».

La formation proposée n'a pas d'équivalent dans les facultés de droit. La seule offre qui s'y rapproche de loin, comme précédemment mentionné, est le « master 2 / MBA droit des affaires et management-gestion » de l'université Paris-Panthéon-Assas mais qui a pour particularité d'être très focalisée sur les aspects ressources humaines, et qui ne traite pas du management stratégique des risques.

L'université française n'offrant pas ce type de formation, les écoles de management/écoles de commerce ont très largement investi ce segment, en proposant des diplômes dits mastères, accessibles après un master 2, alliant droit et gestion, tout en rajoutant l'acronyme LLM (Master of Law) dans leurs intitulés le plus souvent. Le coût de leurs formations est toutefois plus de 4 fois que celle envisagée pour la formation proposée. **L'objet de la formation est d'offrir au sein de l'université ce que les étudiants vont chercher aujourd'hui hors de l'université à un coût très important.**

Il est à noter que **les cabinets d'avocats d'affaires affichent d'ailleurs très publiquement la nécessité pour leurs futures recrues de compléter leurs formations au sein d'une faculté de droit par « une double formation (école de commerce, Sciences Po, LLM) »**

Exemples de profils de recrutements publiés par les cabinets d'avocats :

- site du cabinet Norton Rose Fullbright¹ indique rechercher des profils « Master 2 droit des affaires, droit bancaire ou droit financier), complété le cas échéant par une double formation (école de commerce, Sciences Po, LLM...) »,
- du cabinet Herald Avocats, Baker & McKenzie qui recherche comme profil « une formation juridique de haut niveau et un double cursus type Grandes Ecoles ou LLM »,
- du cabinet Paul Hastings qui affirme « Les candidats doivent disposer d'une double formation (au minimum maîtrise en droit et une grande école et/ou une formation à l'étranger (LL.M. aux Etats-Unis ou en Angleterre) »²,
- du cabinet CMS Francis Lefebvre qui annonce « Double formation vivement appréciée : cursus juridique et diplôme de grande école (HEC, ESSEC, ESCP-EAP, EM Lyon, EDHEC, Sciences-Po Paris ou LLM) »³,
- ou encore sur le site du master 2 de droit des affaires et fiscalité de Paris 2 affaires-fiscalite.fr/partenaires, on remarque que
- le cabinet Allen & Overy demande « une solide formation en droit des affaires, complétée par un LLM ou par un diplôme d'école de commerce ou de Sciences Po »,

¹ [Stagiaires | France | Global law firm | Norton Rose Fulbright](#)

² [Paul Hastings LLP Accueil - Carrières](#)

³ [Etudiants : trouvez votre stage dans notre cabinet d'avocats \(cms.law\)](#)

- le cabinet De Pardieu Broccas Maffei demande « une double formation juridique et commerciale »,
- le cabinet White & Case indique qu'une « formation en grande école de commerce est appréciée ».

La presse en fait d'ailleurs parfaitement écho de l'intérêt des programmes de formation alliant droit et gestion : « **Les programmes mêlent de jeunes d'écoles de management et des facultés de droit ayant d'excellents résultats. Des doubles cursus qui sont très appréciés des cabinets d'avocats.** »⁴

Pour le benchmark des formations concurrentes, v. l'annexe 1 en dernière page de ce document.

3. Partenariats et champ du partenariat :

- *Avec d'autres écoles ou universités pour l'organisation et la gestion de la formation et intervention des enseignants*
- *Avec les entreprises et branches professionnelles*

Les lettres de soutien sont fournies en PJ.

Différents acteurs ont manifesté leur soutien (voir lettres de soutien en annexes) et sont pour la plupart prêts à intervenir dans la formation et dans son conseil de perfectionnement (à noter que la directrice juridique et de la conformité d'EuroDisney serait prête à animer ce conseil de perfectionnement si cela lui était demandé).

Ont ainsi été reçues des lettres de soutien **de cabinets d'affaires de tout premier plan (y compris les deux principaux cabinets d'affaires au niveau national et une quinzaine de cabinets d'avocats internationaux) – qui concrètement sont d'importants recruteurs de jeunes diplômés chaque année - , ainsi que d'entreprises (signées notamment par l'ancien président de l'Association Française des Juristes d'Entreprise au niveau national pour l'une, et par le responsable régional Auvergne Rhône Alpes de l'Association Française des Juristes d'Entreprise pour une autre) :**

Cabinets d'avocats

⁴ [Un double diplôme pour devenir avocat d'affaires - Le Figaro Etudiant](#)

Allen & Overy
Altij
Darrois Villey Maillot Brochier
Delsol
Deroulez
Dolidon Partners
Herbert Smith Freehill
Hogan Lovells
Gate
Gordon S. Blair
Intervista
Lacourte Raquin Tatar
Mayer Brown
Paul Hastings
Skadden, Arps, Slate Meagher & Flom
Willkie, Farr & Gallagher

Entreprises

Adecco
Adisseo
Eurodisney
Lazard Frères & Cie
Mobilis Family Office/Mobilis Banque
Rallye
Vallourec

4. Public accueilli :

- **Filières, secteurs et bassin de recrutement**

Le bassin de recrutement sera national, ce qui sera facilité par la dispense de nombreux cours à distance.

La formation sera proposée notamment comme module d'insertion professionnelle aux élèves avocats (dans le cadre de leur projet personnel individualisé de 6 mois) ou comme un supplément de compétence à des étudiants ayant validé leur master 2 ou leur premier semestre de master 2.

- **Types de financement : Stagiaires de la FC, demandeur d'emploi etc...**

Différents types de publics pourront se côtoyer :

- *stagiaires de formation continue (élèves avocats, actuels directeurs administratifs et financiers, Gestionnaires de risques souhaitant compléter leur formation et qui financeront la formation
- * étudiants ayant validé leur master 2 et souhaitant trouver un complément de compétence ;
- * demandeurs d'emploi en reconversion
- * personnes souhaitant valider/ confirmer leurs acquis (hors VAE)

La richesse des échanges permise par le fait que ces différents publics se côtoieront à travers notamment **des serious game** et des journées en présentiel à l'université Lumière Lyon 2, fait partie intégrante de la formation et permettra de constituer un réseau précieux d'anciens au fil des années de fonctionnement.

5. Lieux de formation envisagés :

La formation sera pour l'essentiel (=80%) à distance.

Des journées en présentiel à l'université Lumière Lyon 2 (Berges du Rhône) dédiées à des applications ou des travaux collectifs seront organisées pour les 20% restants.

6. Laboratoires concernés :

Laboratoire Coactis

Laboratoire DCT

7. Mots clés de la certification pour le référencement :

Management stratégique, Gestion des risques, Droit des Affaires, Conformité, Performance

Volet 2 : Projet pédagogique/ structure de la formation

Diplôme cible : Diplôme Universitaire

Nom du diplôme :

- **Intitulé de métier** : si le DU prépare à l'exercice d'un métier défini (et prouvé par des enquêtes d'insertion), cela pourrait être directeur de la performance et/ou directeur de la conformité (Chief performance and compliance officer) (métier non encore inscrit dans le répertoire ROME) > métier en émergence
- **Une compétence** : Management stratégique des risques et droit des affaires dans la gestion des risques de l'entreprise

Niveau de sortie post formation :

- ☐ **Niveau 7 + (M2) > comme un « M3 » ou un « mastere », ou encore un MBA.** En pratique, la formation se met sur le même segment de niveau d'études que le LLM de droit bancaire et financier de l'université Paris Panthéon Assas (qui ne recrute que des étudiants déjà titulaires d'un M2) ou différents mastères d'écoles de commerce liant droit et gestion (recrutant également en post M2) et souvent portant le titre LLM dans leur intitulé (exemple : HEC, MS/LLM droit et management international ; ESSEC, droit des affaires et management/LLM ; EDHEC « LLM ») tandis que d'autres incluent dans le titre de leur diplôme droit/gestion la mention de « MBA » (ex : ESG « MBA droit des affaires » ; ESCLA « MBA droit des affaires »).

Description du projet de formation :

1. Objectifs de la formation

L'objectif de la formation est de proposer une spécialisation de « Management stratégique des risques & droit des affaires dans la gestion des risques de l'entreprise », permettant de **former à de nouveaux métiers tels les métiers de « Directeur de la performance (ou *chief performance Officer*) ou de « Directeur de la conformité (*Compliance officer*)**. Ces métiers supposent une grande capacité à avoir une vision stratégique et globale de l'entreprise, à maîtriser l'ensemble des risques qu'elle peut encourir (financiers mais également d'entreprise, de cybercriminalité, industriels, sanitaires ou réputationnels) et les possibilités et contraintes définies dans le cadre du droit des affaires pour gérer ces risques.

Il s'agit notamment de **répondre aux besoins des cabinets d'avocats d'affaires qui demandent très souvent que les étudiants soient titulaires d'une double formation « faculté de droit & école de commerce », ayant des exigences en termes de compréhension des risques de l'entreprise - et plus généralement de gestion et finance- aux fins de répondre aux besoins de leurs clients**. Il s'agit également de proposer aux étudiants issus de masters en management stratégique ou en droit des affaires, une spécialisation dans la gestion des risques de l'entreprise.

Les débouchés seront nombreux et variés :

- **des postes dans les cabinets d'avocats d'affaires, amenés à devoir mêler des analyses juridiques** alliant de nombreux aspects financiers en particulier lors d'opérations de haut de bilan ;

- **des postes de juristes d'entreprises**, de plus en plus amenés à devoir intégrer des analyses de gestion dans le cadre des directions juridiques, dont le rôle ne se cantonne plus à de simples analyses juridiques mais impliquent des conseils juridiques adaptés à la situation financière de l'entreprise et cohérents en termes de stratégie de management de celle-ci, nécessitant donc de pouvoir les appréhender.

- **des postes dans des fonctions d'entreprises transverses** amenant à traiter, souvent en dehors de la direction juridique, conformité/audit/contrôle interne/risques, nécessitant des compétences tant en droit qu'en gestion/management dans la lignée de la récente création de l'Agence Française Anti-Corruption et des sanctions internationales type OFAC aux incidences extra-territoriales, au développement de la justice pénale négociée à travers les CJIP, qui font échos aux DPA américains.

- **des postes (i.e Responsable des risques et du recouvrement) dans des organismes publics** qui accompagnent et soutiennent le développement des entreprises tels la BPI et qui exigent une double compétence gestion et droit.

2. Publics visés / prérequis et niveaux d'entrée

<input type="checkbox"/> Formation continue	Prérequis et niveaux d'entrée <ul style="list-style-type: none">➤ Master 2 ou équivalent obtenus en droit ou gestion ou finance➤ Master 2 Lyon 2 (en cours) dans les filières droit ou gestion ou finance➤ Ecole des avocats (étudiants en cours PPI) ou diplômés de l'école avocat➤ Professionnels avec expériences significatives dans le droit et la gestion / finance (sans master) souhaitant acquérir une compétence complémentaire en matière de gestion des risques
---	---

Poursuite d'études éventuelle

Certains étudiants particulièrement intéressés par le sujet pourront poursuivre en doctorat dans le cadre de Thèse financée par une CIFRE ou s'inscrivant dans un projet des laboratoires Coactis ou DCT.

Organisation du parcours de formation

Programme de formation :

Fichier 2 annexe

TOTAL DU

234	20	254h étudiants	356 (HETD)
-----	----	-------------------	---------------

Récapitulatif des heures du parcours de formation :

Volume d'heures de cours étudiants	234H CM
Volume projets tutorés étudiants	20heures
Volume d'heures accompagnement au projet (<i>PPP, projets collectifs, journées d'études, interventions terrain...</i>)	10 heures
Total des heures du parcours pour l'étudiant	254 h CM dont 20 h de projets tutorés

Existe-t-il des parcours à l'intérieur de ce dispositif : Non

Calendrier de formation :

Les cours auront lieu de janvier à juin de chaque année

Rythme et volume d'heure / semaine : En semaine à distance, les vendredi et samedi pour l'UE professionnelle en présentiel

Dispositif de suivi des étudiants (heures rémunérées pour les enseignants pour les suivis) :

Accompagnement :	20
Accompagnement au projet tutoré / groupe (si projets tutorés)	20
Recrutement	2

Autres modalités pédagogiques particulières :

FOAD : 80% des cours auront lieu à distance, ce qui permettra de donner à ce DU une dimension nationale voire internationale
Le reste des cours aura lieu en présentiel, sous forme d'ateliers et de travaux collectifs ou de *serious game* pendant plusieurs jours consécutifs ou en séminaires résidentiels.

Equipe Pédagogique (Reprendre ici ce qui a été dit plus haut)

Equipe Pédagogique LYON 2 :

Nom et Prénom	Grade/ CNU Ou fonction si partenaire	Composante ou organisme externe de rattachement
Martine Séville	PR/06 CNU Gestion	SEG
François Barrière	PR/01 CNU Droit	FJVD
Béatrice Rey	PR/05 CNU Economie	SEG
Laurent Vilanova	PR/06 CNU Gestion	SEG

Equipe Pédagogique Partenaire : cf page 3 et 4

Nom et Prénom	Grade/ CNU Ou fonction si partenaire	Composante ou organisme externe de rattachement

Proportion d'heures assurées par des enseignants chercheurs (Lyon 2 et autres universités) : 30%

Proportion d'heures assurées par des intervenants professionnels : 70 %

Volet 3 :

Gestion et Pilotage de la formation

Portage : équipe de soutien administrative et organisationnel Lyon 2

Gestionnaire de scolarité (*EDT, salle, MCC, diplôme, inscriptions*): Julie Vuichard (SEG)

Quotité de travail ? **25 %**

Personnel permanent ou recrutement à prévoir ? vacances ? dispositif prévu ? **Déjà en poste à Lyon 2**

Responsabilité pédagogique Lyon 2 :

Responsable(s) pédagogique(s) : François Barrière et Martine Séville

Si stage terrain: recherche d'entreprise et validation des missions pédagogiques : Pas de stage terrain

Conseil de perfectionnement de la formation :

Composition du conseil et qualité de ses membres :

Membres : Représentants de l'équipe pédagogique : responsables Pédagogiques, Enseignants Chercheurs, intervenants extérieurs, représentants des entreprises, représentants apprentis

Le conseil de perfectionnement sera composé

- Des deux responsables pédagogiques François Barrière et Martine Séville, professeurs des universités
- D'au moins deux représentants des intervenants extérieurs représentant les entreprises, cabinets d'avocats ou organisations concernées par la formation
- De deux représentants des apprentis suivant la formation
- De deux représentants des apprentis ayant terminé la formation (après un an de fonctionnement)

Modalités d'organisation :

Fréquence des rencontres : Une fois par an, le plus souvent au moment du jury de délibération

Volet 4 :

Evaluations et Validation du diplôme

Modalité de contrôle des connaissances acquises (MCC) à la suite du parcours de formation

Modalités de contrôle des connaissances du parcours de formation :

Différentes modalités d'évaluation seront mises en place :

Un contrôle écrit pour chacun des trois des groupes d'UE (un pour chaque bloc de compétence), à l'exception de l'UE « projet tutoré et compétences professionnelles ».

Pour ce dernier UE : un contrôle des connaissances en « situation » lors des journées en présentiel, qui pourra prendre la forme d'un Grand Oral devant un jury composé d'un ou plusieurs responsables de la formation ainsi que d'un ou plusieurs praticiens.

La compensation peut-elle s'appliquer au diplôme ?

☐ Oui

Des conditions d'assiduité s'appliquent-elles ?

☐ Oui

Remarques éventuelles sur les modalités d'obtention du diplôme :

Quel type de parchemin est délivré :

Parchemin de DU, attestation de compétences pour les stagiaires FC

Complément de diplôme pour les étudiants de master de Lyon 2

Qualité des membres du jury et composition :

Indiquez la composition du jury. Celle-ci devra également faire l'objet d'un arrêté séparé.

FONCTION ou QUALITE	NOM - prénom (si connu)
Responsable pédagogique 1	Francois Barrière
Responsable pédagogique 2	Martine Séville
Intervenant extérieur 1	A définir côté Gestion
Intervenant extérieur 2	A définir côté Droit
Responsable administrative du DU	Julie Vuichard (SEG)

Evaluation des enseignements / amélioration continue

Décrivez le processus d'évaluation des enseignements, notamment dans le cadre de formations proposées à des professionnels : enquêtes de satisfactions, modalités de retour d'expérience, appréciation du réinvestissement des acquis dans l'environnement de travail, ...

Chaque année, une évaluation des enseignements et de la formation sera réalisée sous forme d'enquête auprès des étudiants

Une enquête sera réalisée sur le devenir des étudiants ou stagiaires en FC tous les deux ans.

Un témoignage des anciens auprès des nouveaux inscrits sera organisé chaque début d'année.

Les mises en situation et *serious game* proposés aux étudiants dans la formation pourront s'inspirer ou être créés à partir des expériences ou de situations réelles vécues soit par les intervenants extérieurs soit par d'anciens du DU qui reviendront proposer des situations donnant lieu à réflexion.

Un Grand Oral sera organisé par un jury qui évaluera la capacité des étudiants à soutenir un projet de résolution d'une situation de gestion des risques d'une entreprise concret, projet qui aura été préparé par les étudiants lors des journées en présentiel.

Volet 5 : Référentiel de compétences

REFERENTIEL DE COMPETENCES <i>Identifie les compétences et les connaissances, y compris transversales, Les compétences attestées sont celles maîtrisées en fin de parcours de formation que la personne pourra mettre en pratique dans son métier d'origine. Pour ce faire, chaque compétence attestée nécessite d'être capable de :</i>		REFERENTIEL D'EVALUATION du diplôme <i>définit les critères et les modalités d'évaluation des acquis</i>	
		MODALITÉS D'ÉVALUATION	CRITÈRES D'ÉVALUATION
Compétence 1 maîtrisée en fin de formation : Comprendre les enjeux et contraintes de la direction et pilotage des entreprises et les responsabilités associées	C1 Être capable de comprendre et décrire les principaux mécanismes de gouvernance des entreprises, les attentes des parties prenantes clés (Actionnaires, fournisseurs, clients...) et les responsabilités de l'entreprise	Une étude de cas à résoudre par écrit	Capacité à tenir compte du contexte particulier d'une entreprise dans la réponse aux questions
	C2 Connaître les différents types de performance (financière, stratégique, industrielle, relationnelle, réputationnelle, leurs articulations) ainsi que savoir établir pour les dirigeants un tableau de bord stratégique prospectif relatif d'indicateurs relatifs à ces différents types de performance		
Compétence 2 maîtrisée en fin de formation : Savoir hiérarchiser les risques encourus par l'entreprise et mettre en œuvre les dispositifs pour les gérer	C3 Connaître les différents types de risques dans une approche stratégique et globale des risques	Applications des outils et stratégies dans différents exercices ou études de cas par écrit	
	C4 Savoir cartographier et hiérarchiser les risques en utilisant des outils dédiés (cartographie des risques, Risk board)...		
	C5 Connaître et savoir appliquer en fonction du contexte les différentes stratégies face aux risques : Prévention, conformité, externalisation auprès des assureurs ou réparations des dommages provoqués par le risque réalisé		
Compétence 3 maîtrisée en fin de formation : Savoir mobiliser le droit des affaires pour anticiper, mitiger et gérer les risques et appréhender le rôle du droit des affaires dans la stratégie de l'entreprise et adapter la réponse juridique à l'appétence aux risques de l'entreprise	C6 Connaître les enjeux de la conformité et le rôle d'un directeur de conformité dans la décision stratégique d'une entreprise	Evaluation écrite des connaissances et de la compétence à combiner différents dispositifs	
	C7 Connaître les différents dispositifs juridiques face au risque (techniques contractuelles notamment, <i>due diligence</i> ...)		
	C8 Savoir réaliser des actions de médiation et d'arbitrage selon différentes situations		

Compétence 4 maîtrisée en fin de formation : Connaitre les différents dispositifs de prévention et gestion des risques (prévention, conformité, externalisation ou réparation) et savoir les mobiliser dans le cadre d'un projet collectif ou d'études de cas simulées ou réelles	C9 Savoir combiner les différentes compétences face à des situations d'entreprise réelles ou fictives reflétant des situations professionnelles	Mises en situation professionnelle	
	C10 Conduire un projet collectif relatif à une attente ou une demande d'une entreprise partenaire		

Volet 6 : Volet financier

Matrice budgétaire :

Annexe : Fichier 3

(La matrice budgétaire est à compléter avec l'aide de votre RAF, nous proposons des formations en partenariats avec la DAF)

Flux / diversité des publics (prévisionnel) :

Nombre de personnes	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
• Public FC salariés financés en plan entreprise de développement des compétences	15	15 A réajuster si nécessaire après la session 1		
• Public FC financés Demandeurs d'emploi				
• Public FC mobilisant son CPF*				
• Public FC CPF de transition				
• Public FC Individuel payant				
Nombre d'étudiants min pour ouvrir la formation pour être autofinancée :	10	10 A réajuster si nécessaire après la session 1		

* Attention, le CPF ne peut être mobilisé si le DU n'est pas enregistré au Répertoire Spécifique ou au RNCP.
Il faudra donc enregistrer votre diplôme dans l'un de ces 2 répertoires gérés par France Compétences.
La procédure dure environ 5 à 6 mois une fois le dossier interne Lyon 2 finalisé.
Ceci peut être fait après 1 année de mise en place du diplôme.

Détermination des tarifs proposés

Annexe : Fichier 3 > nous pouvons déterminer les tarifs à partir de l'annexe financière d'une part et en regardant les tarifs du « marché » d'autre part.

TARIFS:					
Type de recette	Financier	Montant unitaire TARIF	Volume horaire	Tarif horaire	Description du tarif
Parcours complet Tarif 1	Financé employeur/ PPI avocat	7500 €	254	20 €	FC
Parcours complet Tarif 2 (complémentaire au M2)	individuel étudiant	1000 €	254	3.9 €	FI

CREATION D'UN DIPLOME : DU « Management stratégique des risques et Droit des affaires »

ANNEXE 1 benchmark des formations existantes potentiellement en concurrence

Etablissement (raison sociale, adresse)	Intitulé de la formation	Niveau	Public (cible)	Modalités (Vol horaire, rythme, durée...)	Tarif	débouchés
Université Paris II Panthéon Assas	Droit des affaires et Management (master+DU intitulé « MBA »)	Master 2	Etudiants en master 1	401 H en alternance	1367 euros pour le DU « MBA » en sus du master 2 (formation initiale)	Entreprises ou cabinet d'avocats
HEC	mastère spécialisé « MS/LLM droit et management international »	Mastère	Etudiants en fin d'étude	450 à 500h sur 14 mois	24.100 euros	idem
ESSEC	mastère spécialisé « droit des affaires et management/LLM »	Mastère	Idem	400 h sur 1 an en alternance	22.500 euros	idem
EM Lyon	Mastère spécialisé « Juriste manager international »	Mastère	Idem	13 mois, 75 ECTS	20.000 euros (ou 18.000 euros pour les élèves avocats en PPI)	idem
EDHEC Business School	LL.M. in Law & Tax Management	Post M2	Idem	120 ECTS	21.9000 euros	idem
ESG	MBA Droit des Affaires Juristes d'Entreprise	Master 2	Etudiants en master 1	1 an		
TBS Education	Management Juridique des Affaires	Idem	Idem	1 an	16.500 euros	idem
ESCP Business School	Mastère Droit et Management International	Idem	Master	1 an	20.550 euros	idem
ESCLA Business School	MBA Droit des Affaires	Idem	Master	1 an	12.000 euros	idem



CREATION D'UN DIPLOME : DU « Management stratégique des risques et Droit des affaires »